



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-sixième session
Rome, 9-10 décembre 2025

Procès-verbal de la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration

Cote du document: EB/146

Date: 24 février 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have
Secrétaire du FIDA
Bureau de la Secrétaire
courriel: c.tenhave@ifad.org

Deirdre Mc Grenra
Cheffe du Service de la gouvernance et des relations
avec les États membres
Bureau de la Secrétaire
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session	1
Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour	1
Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]	1
Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – Une issue à la pauvreté: la ligne médiane entre envergure et profondeur de l'impact [E]	2
Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles	3
a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [A]	3
b) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026 et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP et le MARE, et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement [A].....	4
Point 6 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles.....	6
a) Programme d'options stratégiques pour le pays [E]	6
Point 7 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation.....	7
b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays [E].....	7
a) Document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [A].....	8
Point 8 de l'ordre du jour – Questions financières.....	8
a) Ressources disponibles pour engagement 2026 [A]	8
b) Initiative d'optimisation des fonds propres du FIDA	9
Point 9 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance	10
a) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA [A].....	10
b) Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA [A].....	11
c) Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2025 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou [I]	11
Clôture de la session	12

Annexes

- I. Points approuvés en bloc à la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration
- II. Liste des documents soumis à la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration
- III. Délégations à la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration
- IV. Ordre du jour de la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration – 9-10 décembre 2025

Procès-verbal de la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session

1. La cent quarante-sixième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et président du Conseil d'administration, Alvaro Lario.
2. Le procès-verbal suit l'ordre des points à l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, les principaux résultats des délibérations sont présentés dans des encadrés. La liste des documents soumis au Conseil d'administration figure à l'annexe II.
3. Le discours d'ouverture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/146/INF.2/Rev.1](#).

Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour provisoire. La version définitive de l'ordre du jour est disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/146/R.1/Rev.1](#).

Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a été informé du fait que les pourparlers concernant l'Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire au Burkina Faso n'avaient pu aboutir. Ces négociations devraient prochainement parvenir à bon port et, une fois approuvé par le Conseil, l'accord de financement définitif serait communiqué aux membres, pour information, sur la plateforme interactive réservée aux États membres.
- Le Conseil d'administration a approuvé et confirmé les points dont il était saisi dans le cadre de la procédure d'approbation en bloc (voir l'annexe I), en prenant note de ce qui suit:
 - La France n'a pas pu s'associer à l'approbation par consensus de l'Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire au Burkina Faso.
 - Les États-Unis d'Amérique n'ont pas pu se joindre à l'approbation par consensus des propositions ci-après et souhaitent voir consignées dans le procès-verbal:
 - leur abstention concernant la proposition de financement du Projet national d'appui à la production d'huile de palme en Ouganda;
 - leur opposition à la proposition de don au secteur privé (Hamkorbank) au titre du projet « Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux ».

Cela n'a pas empêché que soit atteinte la majorité requise pour approuver ces propositions.

- Concernant les propositions visant le Burkina Faso et la République centrafricaine, la représentante du Canada a exprimé ses inquiétudes quant au risque de détournement de fonds au profit de tiers, et a souligné l'importance d'appliquer les mesures de garantie et de reddition de comptes les plus strictes pour garantir l'intégrité et l'utilisation appropriée des fonds du FIDA.
- S'agissant de la proposition visant l'Ouganda, les membres de la Liste A, à l'exception des États-Unis d'Amérique, ont fait une [déclaration](#) (disponible en anglais seulement) dans laquelle ils attiraient l'attention sur les risques associés au projet et exhortaient le FIDA à prendre des mesures supplémentaires de supervision, de suivi et d'atténuation des risques.
- À la suite des approbations des projets et programmes proposés au titre de ce point de l'ordre du jour, ainsi que de celles intervenues depuis le début de l'année selon les procédures de défaut d'opposition et de délégation de pouvoirs, des opérations totalisant 850 millions d'USD, soit 26% du programme cible de prêts et dons au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), ont été approuvées. Un montant supplémentaire de 250 millions d'USD devrait être approuvé avant la fin de l'année selon la procédure de défaut d'opposition, ce qui porterait le total approuvé en 2025 à 1,1 milliard d'USD, soit 34% du programme cible de prêts et dons.

Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – Une issue à la pauvreté: la ligne médiane entre envergure et profondeur de l'impact [E]

Résultat des délibérations:

- Les représentants ont salué les échanges bienvenus sur la maximisation de l'impact des opérations du FIDA à l'approche de la Consultation sur FIDA14. Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction l'approche hybride proposée par le FIDA, qui associait des investissements à forte intensité dans les filières à des interventions à faible coût, à large portée et extensibles, et a reconnu l'avantage comparatif de l'institution dans la promotion de la transformation rurale.
4. Les représentants ont accueilli favorablement le document relatif au débat stratégique sur les moteurs de l'impact des opérations du FIDA, publié sous la cote [EB 2025/146/R.16](#), qui abordait également les moyens de maximiser cet impact tout en préservant la pertinence, l'efficacité et l'efficacé de l'institution, compte tenu de la raréfaction des ressources financières à l'échelle mondiale. Le Conseil d'administration a constaté que les impacts profonds et durables allaient de pair avec des interventions stratégiquement regroupées, intégrées aux systèmes des filières, adaptées aux contextes nationaux et soutenues par une participation significative du secteur privé, et a souligné l'avantage comparatif du FIDA à cet égard.
 5. Un large consensus s'est dégagé sur le fait que les interventions regroupées et accompagnées d'approches axées sur les filières avaient plus de chances de produire un impact plus profond et transformateur sur les revenus, la productivité et la résilience. L'obtention d'un impact exigeait de coordonner les interventions dans l'ensemble des filières, de la production à la commercialisation en passant par la transformation. Les membres du Conseil ont insisté sur la nécessité que le regroupement des interventions soit bien pensé, adapté à chaque contexte et étayé par des diagnostics fiables. Ils ont fait remarquer que les approches axées sur les filières pouvaient donner lieu à des conceptions de projet excessivement complexes, source de retards de mise en œuvre et d'une dispersion des efforts.

Certains ont souhaité savoir comment le FIDA allait traduire l'approche groupée en orientations pratiques utiles à l'élaboration des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP).

6. Le Conseil d'administration a exprimé son ferme appui à l'intensification de la participation du secteur privé aux opérations du FIDA, y voyant notamment un moyen d'approfondir l'impact. Au vu des données issues des évaluations de l'impact du FIDA, indiquant que les projets prévoyant une large participation du secteur privé étaient quatre fois plus efficaces pour accroître les revenus des participants que ceux n'en prévoyant aucune, les membres se sont prononcés en faveur de certaines activités telles que l'agriculture contractuelle, les modèles de partenariats public-privé-producteurs et le renforcement des organisations paysannes. Le Conseil a encouragé la direction à accélérer la mobilisation du secteur privé en élargissant la palette d'instruments de cofinancement, de financement mixte et de partage des risques, tout en veillant à l'existence de solides procédures de précaution et de diligence raisonnable. Les investissements du FIDA devraient jouer un rôle de catalyseur, en mobilisant le secteur privé et d'autres partenaires, notamment les banques multilatérales de développement et les organismes ayant leur siège à Rome. Le FIDA devrait également poursuivre le partage de connaissances via des plateformes telles que l'initiative AgriConnect de la Banque mondiale, et continuer à participer à des plateformes mondiales comme le réseau Finance en commun. La direction s'est dite fermement résolue à établir des partenariats stratégiques dans une optique de complémentarité. Le débat stratégique avec le Président, prévu à la session d'avril 2026 du Conseil d'administration, porterait sur la collaboration du FIDA avec le secteur privé, le lien entre opérations souveraines et non souveraines, la conception de celles-ci, l'appétence du FIDA pour le risque et les instruments à sa disposition.
7. Tant les membres que la direction ont souligné l'importance de l'appropriation par les gouvernements, de l'alignement sur les politiques et plans nationaux de développement, ainsi que d'interventions adaptées au contexte pour obtenir des résultats. Le renforcement de la présence dans les pays et des capacités techniques du FIDA a également été reconnu comme un levier permettant de produire un impact plus profond. L'accent mis sur l'agriculture climato-compatible, les solutions fondées sur la nature, les infrastructures résilientes au climat et les services d'information climatique a été salué.
8. Reconnaissant que les interventions à fort impact dans les filières étaient plus coûteuses, le Conseil d'administration a soutenu l'approche hybride proposée, selon laquelle des investissements à forte intensité dans les filières pourraient être combinés à des interventions à faible coût, à large portée et extensibles. Trouver le juste équilibre entre ampleur et profondeur de l'impact revêtait une importance particulière dans la perspective de FIDA14, et les outils numériques étaient considérés comme essentiels pour améliorer l'efficacité, renforcer la prise de décisions fondée sur les données et faciliter l'accès des producteurs ruraux aux marchés.

Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles

a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé par consensus la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité, telle que figurant dans le document [EB 2025/146/R.17](#), notant que les États-Unis d'Amérique souhaitaient faire consigner leur abstention.

- Les membres ont apprécié le processus de consultation transparent et inclusif qui avait présidé à l'élaboration du document final. Ils se sont félicités de l'approche intégrée de la stratégie, qui abordait les problèmes interdépendants qu'étaient les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité, et ont salué l'attention portée aux financements innovants et aux solutions pilotées par les pays.
- Les membres ont vu dans la stratégie un instrument clé pour renforcer la résilience, la sécurité alimentaire et le développement durable en milieu rural, conformément aux objectifs climatiques de FIDA13.

9. Les membres ont exprimé un large soutien à la version finale de la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité, fruit d'un processus consultatif collaboratif et transparent. Le Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA a publié une [déclaration](#) à l'appui de la stratégie, disponible en anglais sur la plateforme interactive réservée aux États membres.
10. Les membres ont accueilli favorablement l'approche intégrée de la stratégie, qui abordait les problèmes interdépendants qu'étaient les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité dans les systèmes agricoles et alimentaires, et ont souligné sa contribution à la réalisation des objectifs climatiques de FIDA13, notamment la cible en matière de financement climatique. Axée sur le mandat fondamental du FIDA et sur les populations rurales, la stratégie visait à recenser les leviers et les risques de mise en œuvre, à promouvoir des pratiques résilientes sur le plan climatique et durables sur le plan environnemental, et à stimuler les investissements (notamment dans les infrastructures climatiquement résilientes et les systèmes de suivi et d'alerte précoce), la contribution à l'élaboration des politiques, la gestion des connaissances, le développement des capacités et l'innovation. Reconnaisant l'avantage comparatif du FIDA à cet égard, le Canada a rappelé son annonce récemment faite à la COP30 concernant l'octroi d'un prêt concessionnel de partenaire au FIDA au titre de l'action climatique, d'un montant de 263 millions de CAD.
11. Les membres ont salué le caractère innovant, pragmatique et flexible de la stratégie. Ils ont également salué la clarté de ses orientations opérationnelles, l'applicabilité aux opérations tant souveraines que non souveraines, le recensement d'outils et de modalités de partenariat pour mobiliser des ressources, et l'accent mis sur les financements innovants. Ils se sont par ailleurs félicités de l'approche pilotée par les pays, gage de l'alignement sur les priorités nationales des États membres.
12. De manière générale, les membres ont considéré la stratégie comme un outil crucial pour renforcer la résilience, la sécurité alimentaire et le développement durable des zones rurales.

b) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026 et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFR et le MARE, et sur la

mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé, par consensus et sans objection:
 - le programme de prêts et dons pour 2026, à concurrence de 1 204 millions de DTS (1 633 millions d'USD), englobant un programme de prêts de 1 186 millions de DTS (1 609 millions d'USD) et un programme brut de dons de 15,2 millions de DTS (20,6 millions d'USD). Il a été noté que le programme de prêts et dons était approuvé à ce niveau dans un souci de planification et qu'il serait ajusté autant que nécessaire courant 2026, en fonction des ressources disponibles;
 - l'allocation de crédits à la dépense extraordinaire de reconstitution au titre de la Consultation sur FIDA14, d'un montant de 1,2 million d'USD.
- Le Conseil d'administration a également approuvé, par consensus et sans objection, la soumission des éléments ci-après à l'approbation du Conseil des gouverneurs:
 - le budget ordinaire du FIDA pour 2026, d'un montant de 194,71 millions d'USD, qui avait été établi en se fondant sur une classification des coûts et qui se décomposait entre ressources affectées à la gestion, destinées à couvrir les coûts indirects (82,51 millions d'USD), et ressources affectées aux programmes, destinées à couvrir les coûts directs (112,19 millions d'USD);
 - le budget d'investissement du FIDA pour 2026, d'un montant de 5,5 millions d'USD;
 - le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) pour 2026, d'un montant de 7,91 millions d'USD;
 - la disposition selon laquelle les crédits non engagés à la clôture de l'exercice 2025 pourraient être reportés sur l'exercice 2026, à concurrence de 3% au maximum des crédits correspondants.
- Le Conseil d'administration a en outre recommandé la transmission au Conseil des gouverneurs, pour information, des éléments ci-après:
 - le contenu du rapport de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE);
 - un rapport de situation sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et de la Politique du FIDA en matière de reclassement, établi à partir du rapport figurant dans la cinquième partie du document EB 2025/146/R.18, de son rectificatif (document révisé [EB 2025/146/R.18/Rev.1](#)) et de son [additif](#).

13. Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2025/146/R.18, son rectificatif (document révisé [EB 2025/146/R.18/Rev.1](#)) et son [additif](#), et a pris note des synthèses que les présidents du Comité d'audit et du Comité de l'évaluation avaient communiquées après avoir examiné les propositions.
14. Les membres ont exprimé un large soutien aux propositions relatives au programme de travail et budget du FIDA pour 2026, saluant l'accent mis sur la mise en œuvre, la méthode de calcul des coûts et du budget axée sur les résultats, ainsi que l'alignement sur les priorités de FIDA13, notamment l'augmentation des investissements en faveur de la résilience climatique et de la biodiversité, le

renforcement de la participation du secteur privé et l'attention portée aux contextes fragiles.

15. La hiérarchisation stratégique des priorités et les gains d'efficacité et d'efficience, renforcés par le processus de réajustement et par l'Initiative pour l'agilité opérationnelle, avaient permis d'assurer une discipline budgétaire et de parvenir à une proposition de budget à croissance réelle nulle un an plus tôt que prévu. Les membres ont salué cette discipline budgétaire, qui constituait une référence pour l'ensemble du système. Notant toutefois que la disponibilité limitée des crédits reportés pouvait restreindre la flexibilité, ils ont appelé la direction à suivre attentivement l'impact des arbitrages mesurés sur l'exécution du programme et la charge de travail du personnel. À cet égard, la direction a indiqué que des mécanismes d'établissement de rapports mensuels et de réaffectation étaient déjà en place, et que toute difficulté majeure serait portée sans délai à l'attention du Conseil d'administration.
16. Des assurances ont par ailleurs été fournies quant à la solidité des procédures de diligence raisonnable appliquées dans le cadre de la mobilisation du secteur privé, dans un souci de neutralité et de transparence. Des précisions ont été apportées sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome aux fins de la prestation de services institutionnels, ainsi que sur les critères régissant la dotation en personnel des bureaux de pays.
17. Le Conseil d'administration a demandé qu'un examen plus approfondi soit consacré à l'offre du FIDA à l'intention des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui, après leur reclassement, figuraient encore sur la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi qu'aux incitations à ce reclassement et aux enseignements à en tirer, notamment en ce qui concernait la pertinence des cibles servant à mesurer les progrès. La direction a indiqué qu'un tel sujet pourrait faire l'objet d'un débat stratégique avec le Président à une session ultérieure du Conseil d'administration, compte tenu de l'évolution continue de la mise en œuvre de la Politique en matière de reclassement.
18. Le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail d'IOE et souscrit à l'augmentation nominale proposée du budget y afférent, justifiée par l'élargissement du programme de travail pour 2026, qui prévoyait 24 évaluations appuyées par un recours accru à l'intelligence artificielle et aux outils numériques. En parallèle, les membres ont exhorté IOE à tout mettre en œuvre pour stabiliser son budget à moyen terme et renforcer la discipline budgétaire. Des précisions ont été données sur le calendrier, la portée et le cahier des charges de l'examen externe par des pairs de la fonction d'évaluation au FIDA, qui seraient présentés intégralement au titre d'un point distinct de l'ordre du jour.

Point 6 de l'ordre du jour – Questions opérationnelles

a) Programme d'options stratégiques pour le pays [E]

i. Amérique latine et Caraïbes

a. République dominicaine

Point 7 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation

b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays [E]

i. Amérique latine et Caraïbes

a. République dominicaine

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le COSOP pour la République dominicaine (2026-2031), les observations d'IOE à ce sujet et l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP), tels que figurant respectivement dans le document [EB 2025/OR/22](#), son [additif](#) et le document [EB 2025/OR/23](#).

- Le Conseil d'administration a accueilli favorablement le nouveau COSOP pour la République dominicaine, ainsi que l'ESPP dont les recommandations avaient permis d'éclairer la conception du COSOP. Conformément aux procédures établies relatives à l'invitation d'observateurs issus d'États membres non représentés au Conseil d'administration lors de l'examen en session du COSOP concernant leur pays, des représentants du Gouvernement dominicain ont participé aux échanges, en ligne et en présentiel. Les membres ont apprécié leurs interventions et ont salué l'alignement étroit du COSOP sur les priorités nationales de développement, et l'approche clairement structurée adoptée pour promouvoir une transformation inclusive, résiliente et durable du monde rural.
- L'accent mis par le COSOP sur les femmes et les jeunes, l'innovation technologique et financière, les filières, la transition numérique, l'agriculture climato-compatible, la gestion efficiente de l'eau, l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et le renforcement des institutions a recueilli un large soutien. Les membres ont souligné l'importance du renforcement des partenariats avec les banques publiques de développement, le secteur privé et les acteurs de la coopération Sud-Sud et triangulaire, dans l'optique de maximiser l'impact des ressources disponibles. La nécessité d'intégrer des mesures adéquates en matière de durabilité a également été soulignée, certains membres indiquant que le renforcement des capacités, la consolidation des politiques publiques et la coordination interinstitutionnelle seraient déterminants pour pérenniser les acquis du développement et accompagner la transition du pays vers une nouvelle relation avec le FIDA, conformément à la Politique en matière de reclassement.
- Les membres ont néanmoins mis en évidence plusieurs domaines nécessitant plus d'attention, notamment le renforcement de la coordination entre les partenaires de développement, la mobilisation de cofinancements supplémentaires, une meilleure traduction des enseignements répertoriés en politiques publiques reproductibles, ainsi qu'une plus grande clarté quant à la trajectoire de reclassement (y compris les calendriers de transition vers des activités hors prêts) et à l'efficacité de l'appui financier du FIDA. Des liens plus étroits pourraient être établis entre les objectifs stratégiques et la trajectoire de reclassement du pays. La direction a été encouragée à garantir l'inclusion au moyen de stratégies de ciblage claires et à mettre en place de solides systèmes de suivi-évaluation pour mieux mesurer les progrès au regard des repères définis.
- La direction a remercié le Conseil pour ses observations constructives et son soutien marqué, indiquant que ces contributions éclaireraient l'exécution du COSOP, notamment en matière de contribution à l'élaboration des politiques, d'activités hors prêts et de coopération Sud-Sud et triangulaire. Concernant les pays ayant dépassé pendant trois années consécutives le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement, la direction a précisé que le cadre d'évaluation des COSOP visait à apprécier la capacité des pays à financer un

développement rural inclusif sans l'appui du FIDA, au moyen d'indicateurs propres à chaque pays et en phase avec le mandat du Fonds, permettant de mesurer les progrès conformément à la Politique en matière de reclassement.

a) Document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé le document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA, tel que figurant dans le document [EB 2025/146/R.20](#), a pris note des observations formulées par IOE et la direction dans l'[additif 1](#) et l'[additif 2](#), respectivement, et attendait avec intérêt d'examiner le rapport final à sa cent quarante-neuvième session prévue en décembre 2026.

23. La présidente du groupe chargé de l'examen externe par les pairs, Véronique Salze-Lozac'h, a présenté les grandes lignes du document d'orientation sur l'examen externe. Elle a rassuré les membres du Conseil d'administration en indiquant que ce travail offrait une occasion stratégique de renforcer la fonction d'évaluation au FIDA et la performance globale, en améliorant la crédibilité, l'indépendance et l'utilité des systèmes d'évaluation au FIDA. Elle a précisé que l'examen aboutirait à des recommandations concrètes et tournées vers l'avenir, favorisant à la fois la reddition de comptes et l'apprentissage institutionnel.
24. Le président du Comité de l'évaluation a brièvement rendu compte des échanges récents du Comité sur ce point, en soulignant que les membres avaient insisté sur l'importance d'une large participation des parties prenantes, de méthodes efficaces et de recommandations opérationnelles et prospectives pour renforcer les systèmes d'évaluation au FIDA.

Point 8 de l'ordre du jour – Questions financières

a) Ressources disponibles pour engagement 2026 [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note de la position de trésorerie nette actuelle et future (estimée) du FIDA. Celle-ci avait été calculée en mettant en rapport les sorties de fonds (résultant des obligations financières) et les rentrées actuelles et futures prévues, au regard notamment du plan de financement proposé et de la situation future des fonds propres, comme indiqué dans le document [EB 2025/146/R.21](#). Le Conseil d'administration a autorisé le Président à conclure des accords relatifs aux prêts et dons à concurrence de 1,562 milliard d'USD, sous réserve de l'approbation du Conseil en 2026. Ce dernier a en outre autorisé le Président à augmenter ce montant dans la limite de 10% supplémentaires, en fonction des ressources financières disponibles estimées par la direction. La décision a été prise par consensus et sans objection.

25. Le Conseil d'administration a salué la transparence et la rigueur de l'analyse financière prospective. Il s'est aussi félicité de l'approche proactive adoptée par la direction dans une conjoncture financière toujours plus complexe, approche qui consistait à privilégier la concentration des engagements de FIDA13 en début de période, à maintenir des ratios de liquidité élevés et à trouver un équilibre entre innovation et réalisme dans la perspective de FIDA14.
26. Notant qu'il convenait d'accorder toute l'attention requise à l'insuffisance de contributions, aux niveaux élevés des soldes non décaissés et aux risques de change, la direction a fait remarquer que la petite marge de manœuvre prévue

dans la proposition permettait de faire preuve de réactivité et d'agilité face à la complexité persistante du contexte budgétaire et géopolitique. Il existait pour atténuer les risques de change des dispositifs prudents de programmation et de gestion des décaissements et des mécanismes de tests de résistance. Le Département des opérations financières collaborait par ailleurs étroitement avec le Bureau de la gestion globale des risques. Ces mesures avaient été reconnues par des agences de notation telles que S&P Global, ce qui était de bon augure pour les perspectives du FIDA.

b) Initiative d'optimisation des fonds propres du FIDA

i. Document-synthèse sur l'optimisation des fonds propres [E]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.22](#), qui présentait une vue d'ensemble des modifications qu'il était proposé d'apporter à la Politique d'adéquation des fonds propres et au Cadre d'emprunt intégré, ainsi qu'une justification de ces modifications.

ii. Politique révisée d'adéquation des fonds propres [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé, par consensus et sans objection, la Politique révisée d'adéquation des fonds propres, telle que présentée dans le document EB 2025/146/R.23 (document révisé [EB 2025/146/R.23/Rev.1](#)).
- Les membres ont notamment salué le processus consultatif suivi pour réviser la politique, l'accent mis sur les fonds propres utilisables comme principal indicateur des capacités financières et de la capacité de risque du FIDA, la suppression du plafonnement de l'effet de levier et l'instauration d'un cadre de gouvernance renforcé permettant d'améliorer la supervision et la prise en compte des risques.

27. Le Conseil d'administration a accueilli favorablement la Politique révisée d'adéquation des fonds propres, a pris note du rapport de la présidence du Comité d'audit sur l'examen de ladite politique par le Comité et a remercié la direction pour sa collaboration constructive dans le cadre de l'initiative d'optimisation des fonds propres au cours de l'année écoulée.
28. Le Conseil s'est félicité du processus transparent et consultatif qui avait présidé à l'élaboration de la politique, et a appelé à la poursuite des consultations et à l'établissement de rapports périodiques, afin de lui permettre d'assurer une supervision adéquate et de préserver la confiance dans la planification financière du FIDA. Les membres ont salué la politique, la jugeant tournée vers l'avenir, sensible aux risques et conforme aux meilleures pratiques des institutions financières internationales. La suppression du plafonnement de l'effet de levier, la confirmation d'un ratio adéquat de fonds propres utilisables comme principal indicateur contraignant de l'adéquation des fonds propres à long terme du FIDA et le renforcement du cadre de gouvernance ont recueilli un large soutien.
29. En réponse aux préoccupations exprimées quant aux potentielles retombées de la politique sur l'accès des pays à faible revenu aux ressources concessionnelles, la direction a réaffirmé l'engagement du FIDA envers son mandat d'aide concessionnelle et a précisé que les ressources concessionnelles – à savoir les dons et les prêts particulièrement concessionnels octroyés aux pays à faible revenu – n'étaient pas affectées par la politique et dépendaient des contributions aux reconstitutions.

iii. Mise à jour du Cadre d'emprunt intégré [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé la mise à jour du Cadre d'emprunt intégré, telle que présentée dans le document [EB 2025/146/R.24](#), et a souscrit à la soumission du projet de résolution (annexe I) au Conseil des gouverneurs pour qu'il l'examine et l'adopte à sa quarante-neuvième session en février 2026, par consensus et sans objection. L'ordre du jour provisoire du Conseil des gouverneurs serait dûment révisé à cet effet.
- Tout en saluant cette approche améliorée, source de flexibilité et d'efficacité, les membres ont appelé à un suivi rigoureux et à la présentation de rapports périodiques aux organes directeurs du FIDA.

30. Le Conseil d'administration a exprimé son appui au Cadre d'emprunt intégré mis à jour et à son alignement sur la Politique révisée d'adéquation des fonds propres. Il a salué l'introduction proposée de nouveaux instruments de gestion des flux de trésorerie, ainsi que le passage d'une limitation de l'endettement à une approche macrofinancière plus large de la gestion, gage d'une flexibilité et d'une efficacité accrues.
31. Des préoccupations ont été exprimées quant à la suppression de la clause de viabilité financière. Les membres ont également appelé à une gestion prudente des risques de subventions croisées non intentionnelles et d'endettement à des taux plus élevés. Ils ont toutefois chargé la direction d'assurer la transparence requise et de rendre compte aux organes directeurs du FIDA, afin de permettre un examen approprié et une prise de décisions éclairée. Les membres ont recommandé que le produit net des intérêts fasse l'objet d'un suivi explicite distinguant les opérations concessionnelles des opérations non concessionnelles, et ont préconisé le maintien de la supervision des réserves de trésorerie et de l'établissement de rapports sur la gestion de l'actif et du passif.
32. Si l'introduction de nouveaux outils financiers (tels que les billets de trésorerie et les garanties partielles de crédit) a été perçue comme une évolution positive pour le FIDA, les membres ont suggéré que l'on définisse des limites d'exposition claires en matière de garanties afin d'assurer une gestion efficace du passif.
33. En réponse aux questions sur la formulation du projet de résolution, la direction a expliqué que celle-ci visait à lever toute ambiguïté concernant l'émission publique de titres de créance destinés au financement de projets et programmes, laquelle demeurerait sous l'autorité du Conseil des gouverneurs. La gestion des liquidités, en revanche, ne relèverait pas de la compétence du Conseil des gouverneurs.

Point 9 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance

a) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le rapport sur l'élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA ([EB 2025/146/R.25](#)) et a approuvé, par consensus et sans objection, l'élection de Nora Imane Bellout (Algérie) et de Gerson Mateus Dos Santos (Angola) en qualité de membres suppléants représentant le Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA, pour un mandat de trois ans prenant fin le 30 septembre 2028.

b) Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note des informations contenues dans le document [EB 2025/146/R.26](#) concernant la proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA et a approuvé, par consensus et sans objection, la soumission du document au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session pour qu'il adopte le projet de résolution y figurant. L'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs serait révisé pour y insérer ce point.

34. Le Conseil d'administration a accueilli favorablement les améliorations décrites dans le document, en particulier les gains d'efficacité dans le déroulement du vote, notant que le système en présentiel fermé permettrait de gagner un temps considérable, de réduire les risques opérationnels et de renforcer la sécurité et la transparence grâce à l'utilisation de codes QR et de systèmes de vote numériques.
35. Les membres ont souligné qu'il convenait que l'ensemble des parties aient confiance dans le bon fonctionnement, l'intégrité et la confidentialité du système. La direction a confirmé qu'une démonstration serait organisée en marge de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs, afin que les représentants des États membres puissent se familiariser avec le système et en maîtriser le fonctionnement.

c) Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2025 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou [I]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a pris note du rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2025 par certains de ses membres en République du Pérou. Un rapport écrit détaillant la visite lui serait présenté pour information à sa cent quarante-septième session.

36. Les représentants au Conseil d'administration Yaya Olaniran (République fédérale du Nigéria) et Nalan Yuksel (Canada) ont présenté un rapport oral sur la visite effectuée en novembre 2025 par le Conseil d'administration en République du Pérou, au nom des membres qui y ont participé. Les membres ont souligné l'excellente organisation du programme. Celui-ci avait permis de mettre en évidence des preuves convaincantes des résultats obtenus et de démontrer en quoi les interventions du FIDA consolidaient les systèmes agroalimentaires locaux, amélioraient la durabilité environnementale, renforçaient la sécurité alimentaire, stimulaient l'adoption d'outils fondés sur les technologies de l'information et des communications au service du développement et favorisaient l'inclusion sociale, notamment au profit des femmes, des jeunes et des peuples autochtones des zones rurales.
37. Les membres du Conseil ont souligné la nette avancée de l'autonomisation des communautés grâce à la gouvernance participative, au renforcement des institutions locales, aux pratiques de gestion collective et à l'intégration efficace des connaissances scientifiques et traditionnelles au service de la promotion d'approches agroécologiques et de la préservation de la biodiversité. Ils ont salué la présence de la direction dans le pays et l'étendue des partenariats, qui avaient contribué à amplifier les résultats et à faciliter la concertation sur les politiques. Des avancées ont été constatées dans le développement des filières, l'accès aux

marchés, la diversification de la production et le rôle moteur des femmes et des jeunes dans la promotion de l'autonomisation économique et de la cohésion sociale. Parallèlement, les membres ont souligné la nécessité de disposer de modèles de viabilité financière plus clairs, d'effectuer une analyse plus approfondie de la répartition des avantages, de trouver un meilleur équilibre entre le développement des cultures commerciales et la sécurité alimentaire des ménages, et d'atténuer les risques liés aux transitions politiques. Ils ont également insisté sur l'importance que revêtaient les avantages non financiers, le renforcement de l'appui technique et commercial dans l'ensemble des filières, l'amélioration du suivi des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et l'établissement de partenariats plus approfondis et plus institutionnalisés à des fins de complémentarité, de plaidoyer et de mise à l'échelle. L'ESPP alors en cours au Pérou, entreprise par IOE, devrait fournir des constatations clés et des recommandations utiles à cet égard.

38. La direction a rappelé que les visites de pays effectuées par le Conseil d'administration constituaient un instrument de gouvernance bien établi, qui permettait de renforcer la supervision en donnant aux membres du Conseil l'occasion d'observer directement l'exécution des programmes, de dialoguer avec les parties prenantes à tous les niveaux et d'évaluer les résultats sur le terrain. Dans l'ensemble, cette visite a été jugée particulièrement utile, dans la mesure où elle a démontré le rôle distinctif que jouait le FIDA dans la promotion d'une transformation rurale inclusive, résiliente et durable, et confirmé la pertinence des visites de pays effectuées par le Conseil d'administration en tant qu'outil de gouvernance et d'apprentissage.

Clôture de la session

39. Le président du Conseil d'administration a remercié le Conseil pour cette session fructueuse.
40. Le discours de clôture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/146/INF.3](#).
41. Le Vice-Président adjoint responsable du Département des services institutionnels, Guoqi Wu, qui participait à sa dernière session du Conseil d'administration, a fait part de ses réflexions sur les sept ans et demi qu'il a passés au FIDA. Les membres des Listes A, B et C ont salué les nombreuses réalisations de M. Wu et l'ont remercié pour les services rendus à l'institution et pour son engagement sans faille en faveur du mandat du FIDA.

Points approuvés en bloc à la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration

a) Questions opérationnelles [A]

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

i) **Bangladesh – Croissance au service de la résilience climatique, de l'entrepreneuriat écologique et de la nutrition (GREEN)**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.2](#) et approuvé par la résolution ci-après la proposition de financement:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions mixtes d'un montant de trente-sept millions quatre cent quatre-vingt-trois mille droits de tirage spéciaux (37 483 000 DTS), soit approximativement cinquante et un millions trois cent quatre-vingt-huit mille dollars des États-Unis (51 388 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

b. Afrique orientale et australe

i) **Botswana – Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage au Botswana (BoLCoP)**

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2025/146/R.3, son additif et l'accord de financement négocié (document révisé [EB 2025/146/R.3/Rev.1](#)), et a approuvé par la résolution ci-après la proposition de financement:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Botswana un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente et un millions cinq cent vingt mille dollars des États-Unis (31 520 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

ii) **Rwanda: Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – phase II (KIIWP2)**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.4](#) et approuvé par la résolution ci-après la proposition de financement:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Rwanda un prêt à des conditions extrêmement concessionnelles d'un montant de cinquante millions neuf cent six mille quatre cents dollars des États-Unis (50 906 400 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Rwanda un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de douze millions sept cent vingt-six mille six cents dollars des États-Unis (12 726 600 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

iii) **Ouganda: Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP)**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.5](#) et approuvé par la résolution ci-après la proposition de financement:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions extrêmement favorables d'un montant de quatre-vingts millions de dollars des États-Unis (80 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de vingt millions de dollars des États-Unis (20 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

c. **Afrique de l'Ouest et du Centre**

i) **Burkina Faso – Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire (ORIAM SA)**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.6](#) et approuvé par la résolution ci-après la proposition de financement:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera au Burkina Faso un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de cinquante-neuf millions sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (59 750 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

Le Conseil d'administration a été informé que, dès la conclusion des négociations, l'accord de financement lui serait communiqué pour information (voir le document [EB 2025/146/R.6/Rev.1](#)).

ii) **République centrafricaine – Programme d'appui à la promotion de l'agrobusiness résilient au changement climatique en République centrafricaine (PARCA)**

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2025/146/R.7 et l'accord de financement négocié (document révisé [EB 2025/146/R.7/Rev.1](#)), et a approuvé par la résolution ci-après la proposition de financement:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République centrafricaine un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de vingt millions quarante-sept

mille dollars des États-Unis (20 047 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

ii. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen

a. Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.8](#) et approuvé par la résolution ci-après la proposition de don financé par l'Union européenne en faveur d'Hamkorbank:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet intitulé « Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux », accordera un don de quatre cent sept mille cinq cents euros (407 500 EUR) à Hamkorbank. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport. »

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

i. AgDevCo Ventures: galvaniser les petites et moyennes entreprises à fort potentiel d'impact en Afrique de l'Est dès les premiers pas

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.9](#) et son [additif](#) et a approuvé la proposition de prêt de second rang comme suit:

« Le Conseil d'administration est invité à approuver un prêt de second rang d'un montant de dix millions de dollars des États-Unis (10 000 000 USD) en faveur d'AgDevCo Ventures Limited, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

c) Questions institutionnelles [C]

i. Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2026

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.10](#) et entériné le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2026.

ii. Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.11](#) et entériné le plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026.

d) Questions financières [A]

i. Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.12](#) et ses additifs ([Add.1](#) et [Add.2](#)), et approuvé l'Exposé de la politique de placement du FIDA 2026, tel qu'il figure dans le document.

e) Questions de gouvernance [A]**i. Établissement du Comité des émoluments**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.13](#) et approuvé le projet de résolution à soumettre au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session portant sur le rétablissement du Comité des émoluments.

ii. Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2027

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.14](#), approuvé les dates de ses sessions prévues en 2027 et pris note des dates de la cinquantième session du Conseil des gouverneurs.

iii. Cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement

Conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/146/R.15](#) et autorisé le Président du FIDA à conclure et à signer l'accord-cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, selon les modalités décrites dans le document. L'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une session ultérieure.

Liste des documents soumis à la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration

<i>Cote du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
Points pour examen en séance		
EB 2025/146/R.1 + Add.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2025/146/R.2	3 a) i. a. i)	Bangladesh: Croissance au service de la résilience climatique, de l'entrepreneuriat écologique et de la nutrition (GREEN)
EB 2025/146/R.3 + Add.1 + Sup.1	3 a) i. b. i)	Botswana: Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage au Botswana (BoLCoP)
EB 2025/146/R.4	3 a) i. b. ii)	Rwanda: Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – phase II (KIWP2)
EB 2025/146/R.5	3 a) i. b. iii)	Ouganda: Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP)
EB 2025/146/R.6	3 a) i. c. i)	Burkina Faso: Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire (ORIAM SA)
EB 2025/146/R.7 + Sup. 1	3 a) i. c. ii)	République centrafricaine: Programme d'appui à la promotion de l'agrobusiness résilient au changement climatique en République centrafricaine (PARCA)
EB 2025/146/R.8	3 a) ii. a.	Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux
EB 2025/146/R.9 + Add.1	3 b) i.	AgDevCo Ventures: galvaniser les petites et moyennes entreprises à fort potentiel d'impact en Afrique de l'Est dès les premiers pas
EB 2025/146/R.10	3 c) i.	Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2026
EB 2025/146/R.11	3 c) ii.	Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026
EB 2025/146/R.12 + Add.1 + Add.2	3 d) i.	Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA
EB 2025/146/R.13	3 e) i.	Établissement du Comité des émoluments
EB 2025/146/R.14	3 e) ii.	Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2027
EB 2025/146/R.15	3 e) iii.	Cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement
EB 2025/146/R.16	4	Débat stratégique avec le Président du FIDA – Une issue à la pauvreté: la ligne médiane entre envergure et profondeur de l'impact
EB 2025/146/R.17	5 a)	Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité
EB 2025/146/R.18 + Corr.1 + Add.1	5 b)	Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFF et le MARE, et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement
EB 2025/146/R.19	5 c)	Rapport du Comité d'audit sur le programme de travail et les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026 et les perspectives budgétaires pour 2027-2028, et sur le budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et le plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
EB 2025/OR/22 + Add.1	6 a) i. a.	République dominicaine: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2025/146/R.20 + Add.1 + Add.2	7 a)	Document d'orientation relatif au troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA
EB 2025/OR/23	7 b) i. a.	République dominicaine: Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2025/146/R.21	8 a)	Ressources disponibles pour engagement 2026
EB 2025/146/R.22	8 b) i.	Document-synthèse sur l'optimisation des fonds propres
EB 2025/146/R.23	8 b) ii.	Politique révisée d'adéquation des fonds propres

EB 2025/146/R.24	8 b) iii.	Version révisée du Cadre d'emprunt intégré
EB 2025/146/R.25	9 a)	Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA
EB 2025/146/R.26	9 b)	Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA
EB 2025/146/R.27	11 a)	Procès-verbal de la cent trente et unième session du Comité de l'évaluation
EB 2025/146/R.28	11 b)	Procès-verbal de la cent soixante-dix-neuvième réunion du Comité d'audit
EB 2025/146/R.29	12	Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration
EB 2025/146/R.30	13	Programme provisoire des activités de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs
EB 2025/146/R.31	14	Rapport sur la gestion actif-passif – juin 2025
EB 2025/146/R.32	15	Passation des marchés et gestion financière relatives aux projets: rapport de situation annuel comprenant l'examen du Cadre conceptuel relatif à l'information financière et à l'audit externe des projets financés par le FIDA
EB 2025/146/R.33	16	Rapport final sur l'initiative pilote de prêts axés sur les résultats
EB 2025/146/R.34	17	Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2026-2031
EB 2025/146/R.35	18	Plan d'action du FIDA pour l'égalité des genres 2026-2031
EB 2025/146/R.36	19	Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2026-2031
EB 2025/146/R.37	20	Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2025/146/R.38	21	Note d'information sur le prêt concessionnel de partenaire consenti par le Canada
EB 2025/146/R.39	22	Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA
EB 2025/146/R.40	23	Avant-projet d'ordres du jour provisoires des cent quarante-septième et cent quarante-huitième sessions du Conseil d'administration
Notes d'information		
D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres .		



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

**قائمة الوفود في الدورة السادسة والأربعين
بعد المائة للمجلس التنفيذي**

**Delegations at the 146th session
of the Executive Board**

**Délégations à la
cent quarante-sixième session
du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el 146.º período
de sesiones de la Junta Ejecutiva**

Executive Board – 146th Session

Rome, 9-10 December 2025

MEMBERS / ALTERNATES**ALGERIA**

Représentant(e) au Conseil
d'administration

Ali TERRAK
Chef de l'Inspection Générale
des finances
Ministère des finances de
la République algérienne
démocratique et populaire
Alger

Nora Imane BELLOUT
Première Secrétaire
Représentante permanente suppléante
de la République algérienne
démocratique et populaire auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies à Rome
Rome

ANGOLA

Josefa SACKO
Ambassadrice
Représentante permanente
de la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

Gerson Mateus DOS SANTOS FRANCISCO
Troisième Secrétaire
Ambassade de la République
d'Angola
Rome

ARGENTINA

Julián PEREZ
Secretario
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina
ante la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

Carolina HERNÁNDEZ
Tercera Secretaria
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina ante
la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

Alicia Silvana BARONE
 Ministra
 Representante Permanente Adjunta
 de la República Argentina ante
 la FAO, el FIDA y el PMA
 Representación Permanente de la
 República Argentina ante la FAO,
 el FIDA y el PMA
 Roma

AUSTRIA

Flora ENDL
 Advisor
 International Financial Institutions
 Federal Ministry of Finance
 of the Republic of Austria
 Vienna

BELGIUM

Représentant(e) au Conseil
 d'administration

Lieven DE LA MARCHE
 Ambassadeur
 Représentant permanent du
 Royaume de Belgique auprès du FIDA
 Rome

BRAZIL

Executive Board Representative

Lívia Batista MACIEL BRAGA
 Coordinator for IFAD and AIIB Affairs
 Ministry of Finance of the
 Federative Republic of Brazil
 Brasilia

Raquel Porto RIBEIRO MENDES
 General Coordinator
 for Global Development Institutions
 of the Secretariat for International
 Affairs
 Ministry of Finance of the
 Federative Republic of Brazil
 Brasilia

Paulo José CHIARELLI VICENTE DE
 AZEVEDO
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of Brazil to FAO, WFP and IFAD
 Permanent Delegation of Brazil to the
 Food and Agriculture Organization of
 the United Nations and Related
 International Organizations
 Rome

CAMEROON

Représentant(e) au Conseil
d'administration

Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République du Cameroun auprès
du FIDA
Rome

CANADA

Executive Board Representative

Elissa GOLBERG
Ambassador
Permanent Representative of Canada
to the Food and Agriculture Agencies
of the United Nations in Rome
Rome

Nalan YUKSEL
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Canada to the Food and
Agriculture Agencies
of the United Nations in Rome
Rome

Alexandra RICARD-GUAY
Senior Program Officer
Permanent Mission of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

Chiara TRICCA
Intern
Permanent Mission of Canada to the
Food and Agriculture Agencies
of the UN
Rome

CHINA

Executive Board Representative

SUI Li
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

JIANG Feijian
Second Secretary
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

GU Xinhang
Third Secretary
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

Liu XIAO
Official
Ministry of Finance of the
People's Republic of China
Beijing

DENMARK

Executive Board Representative

Lisbeth JESPERSEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Denmark
to FAO, WFP and IFAD
Rome

Gustav Bjerg KOBBERUP
Intern
The Royal Danish Embassy
Rome

Clare WILBROE
Intern
The Royal Danish Embassy
Rome

EGYPT

Executive Board Representative

Mohamed SAWY
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt to the
United Nations Food and Agriculture
Organizations in Rome
Rome

ERITREA

Executive Board Representative

Asmerom KIDANE
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the State of Eritrea to IFAD
Rome

FINLAND

Executive Board Representative

Pasi PÖYSÄRI
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
in Rome
Rome

Aliisa KETONEN
Advisor
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

FRANCEReprésentant(e) au Conseil
d'administration

Tanguy STEHELIN
Ambassadeur
Représentant permanent de la
France auprès des Nations Unies
à Rome
Rome

Antoine BERGEROT
Chef du bureau « Financement
multilatéral du développement
et du climat » (MULTIFIN3)
Direction générale du Trésor du Ministère
de l'économie,
des finances et de la souveraineté
industrielle et numérique
de la République française
Paris

Tanguy BERNON
Adjoint au chef du bureau « Financement
multilatéral
du développement et du climat »
(MULTIFIN3)
Direction générale du Trésor
Ministère de l'économie, des finances et
de la
souveraineté industrielle et numérique
de la République française
Paris

François GAUTIER
Conseiller
Représentant permanent adjoint de
la France auprès des Nations Unies
à Rome
Rome

Léa KVATERNIK BORDERON
Chargée de mission politique (FIDA,
genre, francophonie, communication)
Représentation permanente de la
France auprès des Nations unies
à Rome
Rome

GERMANY

Executive Board Representative

Anja WAGNER
Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to the
International Organizations in Rome
Rome

Annkatriin EIDAM
Senior Policy Officer
Federal Ministry of Economic Cooperation
and
Development of the Federal Republic
of Germany
Berlin

Felix POH
Intern
Embassy of the Federal
Republic of Germany
Rome

INDIA

Executive Board Representative

Divyadharshini SHANMUGAM
 Director (OMI)
 Department of Economic Affairs
 Ministry of Finance of
 the Republic of India
 New Delhi

Jujavarapu BALAJI
 Minister (Agriculture)
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of India
 to FAO, IFAD and WFP
 Rome

INDONESIA

Purna Cita NUGRAHA
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Indonesia
 to IFAD
 Rome

Rini INDIYATI
 Agricultural Attaché
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Indonesia
 to IFAD
 Rome

ITALY

Executive Board Representative

Gian Paolo RUGGIERO
 Director
 International Financial Relations
 Ministry of Economy and Finance
 of the Italian Republic
 Rome

Lawrence BARTOLOMUCCI
 Head of Unit
 Multilateral Development Banks
 Directorate IV – International Financial
 Relations
 Department of the Treasury
 Ministry of Economy and Finance
 of the Italian Republic
 Rome

Francesca LOMBARDO
 Officer
 Multilateral Development Banks and
 Funds
 Ministry of Economy and Finance
 of the Italian Republic
 Rome

Adolfo Di CARLUCCIO
Multilateral Development Banks
Department of the Treasury
Ministry of Economy and Finance
of the Italian Republic
Rome

Filippo LONARDO
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Italian Republic to IFAD
Rome

JAPAN

Executive Board Representative

SHINDO Mitsuaki
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

NAKAGAWA Yuki
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of Japan to the United Nations Food
and Agriculture Agencies in Rome
Rome

IZUMIYAMA Miyuki
Deputy Director
Multilateral Development Banks Division
International Bureau
Ministry of Finance
of Japan
Tokyo

TODA MAYU
Official
Global Issues Cooperation Division
International Cooperation Bureau
Ministry of Foreign Affairs
of Japan
Tokyo

TANAKA Atsushi
Officer
Multilateral Development Banks Division
International Bureau
Ministry of Finance
of Japan
Tokyo

KUWAIT

Executive Board Representative

Khaled ALKHALED
Deputy Director of Operations
for International Organizations
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

MEXICO

Lorena ALVARADO QUEZADA
Primera Secretaria
Representante Permanente Alternativa
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS (KINGDOM OF THE)

Jan BADE
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture in Rome
Rome

Carlijn ASHMEAD
Desk Officer IFAD
Ministry of Foreign Affairs, Kingdom of
the Netherlands
Department for Multilateral Organizations
and Human Rights
Team International Financial Institutions
The Hague

Annemarijn COZIJNSEN
Junior Professional Officer
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Carmen MEINEMA
Trainee/Junior Professional Officer
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Executive Board Representative

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

NORWAY

Executive Board Representative

Kjersti SOMMERSET
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Even STORMOEN
Senior Advisor
Section for Food Security, Health and
Education
Royal Norwegian Ministry
of Foreign Affairs
Oslo

Ingrid HORDVEI DANA
Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Iside TACCHINARDI
Advisor
Permanent Mission of Norway to the
UN Organisations in Rome
Royal Norwegian Embassy
Rome

Pernille HAAKESTAD-BJAALAND
Intern
Permanent Mission of Norway to the
United Nations Organisations
in Rome
Rome

Markus HOVLAND
Intern
Permanent Mission of Norway to the
United Nations Organisations
in Rome
Rome

PAKISTAN

Khalid MEHBOOB
 Adviser
 Alternate Permanent Representative
 of the Islamic Republic of Pakistan
 to the United Nations Food and
 Agriculture Agencies in Rome
 Rome

PERU

Representante en la Junta Ejecutiva

Manuel José Antonio CACHO-SOUSA
 VELÁZQUEZ
 Embajador
 Representante Permanente
 del Perú ante los Organismos
 Internacionales con sede
 en Roma
 Roma

Jennifer Lizetti CONTRERAS ALVAREZ
 Agregada
 Representante Permanente Alternativa
 de la República del Perú ante los
 Organismos Internacionales con
 sede en Roma
 Roma

QATAR

Executive Board Representative

Akeel HATOOR
 Expert of the UN Agencies in Rome
 Alternate Permanent Representative
 Embassy of the State of Qatar
 Rome

REPUBLIC OF KOREA

Executive Board Representative

KIM Hogyun
 First Secretary (Agricultural Attaché)
 Alternate Permanent Representative of
 the
 Republic of Korea to the United Nations
 Food and Agriculture Agencies in Rome
 Rome

Hyunjeong KIM
 Senior Manager
 Department of International Cooperation
 Korea FAO Association
 Gyeonggi

Sunyoung IM
 Deputy Director
 Ministry of Agriculture, Food
 and Rural Affairs of the
 Republic of Korea
 Sejong-si

Jungmin CHO
 Manager
 Korea FAO Association
 Gyeonggi

SAUDI ARABIA

Executive Board Representative

Raed Mohammed A. ALTHUKAIR
 Ambassador
 Permanent Representative of the
 Kingdom of Saudi Arabia to IFAD
 Rome

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER
 Third Secretary
 Alternate Permanent Representative
 of the Kingdom of Saudi Arabia
 to FAO
 Rome

SPAIN

Representante en la Junta Ejecutiva

Teresa BARBA CORNEJO
 Primera Secretaria
 Representante Permanente Alterno
 de España ante los Organismos
 de las Naciones Unidas en Roma
 Roma

SWEDEN

Executive Board Representative

Susann NILSSON
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative
 of Sweden to WFP and IFAD
 Rome

Julia THELIN
 Programme and Policy Officer
 Embassy of Sweden
 Rome

Emma ÅBERG
 Intern
 Embassy of Sweden
 Rome

SWITZERLAND

Représentant(e) au Conseil
 d'administration

Krisztina BENDE
 Ambassadeur
 Représentante permanente
 de la Confédération suisse auprès
 de la FAO
 Rome

Marlene HEEB
 Conseillère
 Représentante permanente adjointe
 de la Confédération suisse auprès
 de la FAO, du FIDA et du PAM
 Rome

Nicolas CATTANEO
 Collaborateur diplomatique
 Ambassade de la
 Confédération suisse
 Rome

UNITED ARAB EMIRATES

Executive Board Representative

Yousuf Mohammed BINHAJAR
 Deputy Director
 International Financial Relations
 Department
 Ministry of Finance of the
 United Arab Emirates
 Abu Dhabi

UNITED KINGDOM

Executive Board Representative

Toby PARKER
 Minister Counsellor
 Chargé d'Affaires a.i.
 Permanent Representation of the
 United Kingdom to the United
 Nations Agencies in Rome
 Rome

Christopher PENROSE BUCKLEY
 Deputy Head, Policy and Programmes
 Food, Security, Agriculture, Land and
 Social
 Protection Department
 Foreign, Commonwealth and
 Development
 Office (FCDO)
 London

Fiona PRYCE
 Office and Programme Manager
 United Kingdom Permanent
 Representation
 to the UN Agencies in Rome
 Rome

UNITED STATES

Executive Board Representative

James CATTO
 Director
 Office of International Development
 Policy
 Department of the Treasury of
 the United States of America
 Washington, D.C.

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Marilyn DI LUCA SANTAELLA
Embajadora
Representante Permanente de
la República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y las Organizaciones de
las Naciones Unidas en Roma
Roma

Estalina Aimara BAEZ RAMÍREZ
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterna de
la República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y las Organizaciones de
las Naciones Unidas en Roma
Roma

OBSERVERS ¹**BANGLADESH**

A.T.M. Rokebul HAQUE
Ambassador
Permanent Representative
of the People's Republic of Bangladesh
to the United Nations Organizations
in Rome
Rome

Md. AL-AMIN
Economic Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of Bangladesh
to IFAD
Rome

BOTSWANA

Hildah MOTSIPA
Deputy Director/Acting Director
Ministry of Lands and Agriculture
of the Republic of Botswana
Gaborone

Thapelo LEARENG
Deputy Principal Secretary
Ministry of Lands and Agriculture
of the Republic of Botswana
Gaborone

Catherine MATONGO
Chief Economist
Ministry of Finance and
Economic Development of
the Republic of Botswana
Gaborone

Koketso CHIBANA
Minister Counsellor
Embassy of the Republic
of Botswana
Brussels

Winnie MOGOMELA
Adviser
Republic of Botswana
Gaborone

¹ Pursuant to Observer status as per Rules of Procedures of the Executive Board (Rule 8 - footnote 3).

CONGO

Bienvenu NTSOUANVA
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République du Congo
auprès du FIDA
Rome

DOMINICAN REPUBLIC

Ada Francisca de Asís HERNÁNDEZ
RIVERA
Embajadora
Representante Permanente de la
República Dominicana ante
el FIDA
Roma

Maria Fernanda ORTEGA GÁMEZ ^{b v}
Ministra Consejera
Misión Permanente de la
República Dominicana ante los
Organismos de las Naciones Unidas
en Roma
Roma

Sandra LARA ^v
Directora General
de Cooperación Multilateral
Viceministerio de Cooperación
Internacional
Ministerio de Economía, Planificación
y Desarrollo de la República Dominicana
Santo Domingo

Olaya DOTEL ^v
Viceministra de Cooperación
Internacional
Ministerio de Economía, Planificación y
Desarrollo
de la República Dominicana
Santo Domingo

Bymayri De LEÓN ^v
Jefa del Departamento
de Monitoreo de Proyectos
Ministerio de la Presidencia
Santo Domingo

Casimira GUERRERO ^v
Encargada División Seguimiento
al Sistema de Naciones Unidas
Dirección General de Cooperación
Multilateral
Santo Domingo

Patricia GUERRERO G. ^v
Encargada del Departamento de
Negociación
Dirección General de Cooperación
Multilateral
Ministerio de Economía, Planificación y
Desarrollo
Santo Domingo

Rocio ACOSTA ^v
Jefa de la División de Formulación
de Proyectos
Ministerio de la Presidencia
Santo Domingo

EL SALVADOR

Carlos SOSA
Consejero
Representante Permanente Alterno
de la República de El Salvador
Misión Permanente
de la República de El Salvador
ante los Organismos Internacionales
con sede en Roma
Roma

GABON

Ginette ARONDO EDZANG
Ambassadeur
Représentant permanent
de la République gabonaise
auprès des organisations
spécialisées des Nations Unies à Rome
Rome

Gislain MOUSSAVOU
Conseiller
Ambassade de la
République Gabonaise
Rome

IRAQ

Dairy Ahmed MAJID
Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Representation of the
Republic of Iraq to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
in Rome
Rome

Ahmed AL-TAMEEMI
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Iraq to the United
Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Hazar Khaleel AL DALAWI
Administrative Officer
Permanent Representation of the
Republic of Iraq to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
in Rome
Rome

KENYA

Rose SUMBEIYWO
Deputy Head of Mission
Embassy of the Republic
of Kenya
Rome

Beatrice TUEI
Agriculture Attaché
Alternate Permanent Representative
Embassy of the Republic
of Kenya
Rome

LEBANON

Bassel OUEIDAT
Deuxième Secrétaire
Représentant permanent suppléant
de la République libanaise auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies
à Rome
Rome

LIBYA

Ali Amin Ahmed Ali KAFU
Ambassador
Permanent Representative of
the State of Libya to FAO and
United Nations Agencies
in Rome
Rome

LUXEMBOURG

Sophie FOLMER
Conseillère
Ambassade du Grand-Duché
de Luxembourg
Rome

MALI

Yacouba DIAKITÉ
Ambassadeur
Représentant permanent de la
République du Mali auprès du FIDA
Rome

Amadou Baba MAIGA
Deuxième conseiller
Représentante permanente adjointe
de la République du Mali
auprès du FIDA
Rome

PHILIPPINES

Wennie A. BERGANIO
Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of the Philippines
to IFAD
Rome

SOUTH AFRICA

Jemina MOENG
Minister (Agriculture Attaché)
Alternate Permanent Representative
Embassy of South Africa
Rome

TUNISIA

Nadia KASRAOUI
Premier Secrétaire
Représentant permanent adjointe
de la République tunisienne auprès
des Institutions des Nations Unies à
Rome
Représentation permanente de la
République tunisienne auprès des
Institutions des Nations Unies à Rome
Rome

ZAMBIA

Nkumbu NALWIMBA
First Secretary Agriculture
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Zambia
Rome

Neto HALWABALA
Counsellor Political and Administration
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Zambia
Rome

EUROPEAN UNION (EU)

Ioulia DROSSINO
Première Secrétaire
Délégation de l'Union européenne auprès
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte, de
les organisations des Nations Unies
à Rome et de la République de Saint-
Marin
Rome

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

Lubitsa LOMBIRA
Partnerships and Programme Specialist
Food and Agriculture Organization
of the United Nations (FAO)
Rome

Amelia Paula HERWEGEN
Junior Policy and Partnerships Specialist
Partnerships and UN Collaboration
Division (PSU)
Food and Agriculture Organization
of the United Nations (FAO)
Rome

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Bahar ZOROFI
Deputy Director
Executive Board Secretariat
and Deputy Secretary to the
Executive Board (EBS)
Rome

Alexis CRESPEL
Chief
Translation, Documentation
and Conference Servicing Unit
Rome

INDIGENOUS PEOPLES' REPRESENTATIVES

Mai Thin Yu MON

Member

IPFI Steering Committee Member for Asia



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-sixième session

Rome, 9-10 décembre 2025

Ordre du jour

Cote du document: EB 2025/146/R.1/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 9 décembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA
Bureau de la Secrétaire
courriel: c.tenhave@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe du Service de la gouvernance et des
relations avec les États membres
Bureau de la Secrétaire
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à gms@ifad.org.

Fonds international de développement agricole – www.ifad.org

Ordre du jour de la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante-sixième session du Conseil d'administration se tiendra les mardi 9 et mercredi 10 décembre au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. Les réunions auront lieu de 10 h 30 à 18 heures chaque jour, avec une pause déjeuner de 13 h 30 à 15 heures. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats depuis la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.

2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:

I. Points pour examen en séance

II. Points mis en ligne pour information

3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information; **[C]** = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, la présidente ou le président du Conseil d'administration demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points mis en ligne pour information (section II)

5. Les documents soumis pour information sont uniquement examinés en séance si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant ou une représentante au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Programme de travail de la session

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un calendrier des travaux sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.

7. Ce calendrier des travaux ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour (EB 2025/146/R.1 + Add.1) [A]

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration
 - a. Asie et Pacifique
 - i) **Bangladesh** – Croissance au service de la résilience climatique, de l'entrepreneuriat écologique et de la nutrition (GREEN) (EB 2025/146/R.2)
 - b. Afrique orientale et australe
 - i) **Botswana** – Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage au Botswana (BoLCoP) (EB 2025/146/R.3 + Add.1 + Sup.1)
 - ii) **Rwanda**: Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – Phase II (KIIWP2) (EB 2025/146/R.4)
 - iii) **Ouganda** – Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP) (EB 2025/146/R.5)
 - c. Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) **Burkina Faso** – Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire (ORIAM SA) (EB 2025/146/R.6)
 - ii) **République centrafricaine** – Programme d'appui à la promotion de l'agrobusiness résilient au changement climatique (PARCA) (EB 2025/146/R.7 + Sup.1)
- ii. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen
 - a. Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux (EB 2025/146/R.8)

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

- i. AgDevCo Ventures: galvaniser les petites et moyennes entreprises à fort potentiel d'impact en Afrique de l'Est dès les premiers pas (EB 2025/146/R.9 + Add.1)

c) Questions institutionnelles [C]

- i. Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2026 (EB 2025/146/R.10)
- ii. Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026 (EB 2025/146/R.11)

d) Questions financières [A]

- i. Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA (EB 2025/146/R.12 + Add.1 + Add.2)

e) Questions de gouvernance [A]

- i. Établissement du Comité des émoluments (EB 2025/146/R.13)
- ii. Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2027 (EB 2025/146/R.14)
- iii. Cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (EB 2025/146/R.15)

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Une issue à la pauvreté: la ligne médiane entre envergure et profondeur de l'impact (EB 2025/146/R.16) [E]**5. Questions institutionnelles**

- a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité (EB 2025/146/R.17) [A]
- b) Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026 et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFFP, et le MARE et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement (EB 2025/146/R.18 + Corr.1 + Add.1 + EB 2025/146/R.19) [A]

6. Questions opérationnelles [E]

- a) Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP)
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. République dominicaine (EB 2025/OR/22 + Add.1)

7. Questions d'évaluation

- a) Document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA (EB 2025/146/R.20 + Add.1 + Add.2) [A]
- b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) [E]
 - i. Amérique latine et Caraïbes
 - a. République dominicaine (EB 2025/OR/23)

8. Questions financières

- a) Ressources disponibles pour engagement 2026 (EB 2025/146/R.21) [A]
- b) Initiative d'optimisation des fonds propres du FIDA
 - i. Document-synthèse sur l'optimisation des fonds propres (EB 2025/146/R.22) [E]
 - ii. Politique révisée d'adéquation des fonds propres (EB 2025/146/R.23) [A]
 - iii. Mise à jour du Cadre d'emprunt intégré (EB 2025/146/R.24) [A]

9. Questions de gouvernance

- a) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA (EB 2025/146/R.25) [A]

- b) Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA (EB 2025/146/R.26) **[A]**
- c) Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2025 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou **[I]**

10. Questions diverses

II. Points présentés pour information

11. Rapports des organes subsidiaires

- a) Procès-verbal de la cent trente et unième session du Comité de l'évaluation (EB 2025/146/R.27)
- b) Procès-verbal de la cent soixante-dix-neuvième réunion du Comité d'audit (EB 2025/146/R.28)

- 12.** Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2025/146/R.29)
- 13.** Programme provisoire des activités de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs (EB 2025/146/R.30)
- 14.** Rapport sur la gestion actif-passif – juin 2025 (EB 2025/146/R.31)
- 15.** Passation des marchés et gestion financière relatives aux projets: rapport de situation annuel comprenant l'examen du Cadre conceptuel relatif à l'information financière et à l'audit externe des projets financés par le FIDA (EB 2025/146/R.32)
- 16.** Rapport final sur l'outil pilote de prêts axés sur les résultats (EB 2025/146/R.33)
- 17.** Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2026-2031 (EB 2025/146/R.34)
- 18.** Plan d'action du FIDA pour l'égalité femmes-hommes 2026-2031 (EB 2025/146/R.35)
- 19.** Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux 2026–2031 (EB 2025/146/R.36)
- 20.** Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/146/R.37)
- 21.** Note d'information sur le prêt concessionnel de partenaire consenti par le Canada (EB 2025/146/R.38)
- 22.** Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA (EB 2025/146/R.39)
- 23.** Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-septième et la cent quarante-huitième session du Conseil d'administration (EB 2025/146/R.40)

III. Notes d'information

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour annoté

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour provisoire figure dans le présent document.

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'application à titre expérimental d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il en a reconduit l'usage en session, à titre permanent cette fois. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

a) Questions opérationnelles [A]

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

i) **Bangladesh** – Croissance au service de la résilience climatique, de l'entrepreneuriat écologique et de la nutrition (GREEN)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 6 ans

Coût total du projet: 154,4 millions de DTS (équivalent à 211,7 millions d'USD)

Montant du prêt du FIDA: 37,5 millions de DTS (équivalent à 51,4 millions d'USD)

Cofinanceurs:

ONG locales: 52,154 millions de DTS (équivalent à 71,501 millions d'USD)

Secteur privé: 0,412 million de DTS (équivalent à 0,565 million d'USD)

État: 50,755 millions de DTS (équivalent à 69,584 millions d'USD)

Déficit de financement: 13,6 millions de DTS (équivalent à 18,6 millions d'USD)

L'octroi d'un prêt assorti de conditions mixtes est recommandé.

b. Afrique orientale et australe

i) **Botswana** – Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage au Botswana (BoLCoP)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 8 ans

Coût total du projet: 86,84 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 31,52 millions d'USD

Cofinanceurs:

Fonds pour l'environnement mondial: 5,00 millions d'USD

Fonds pour l'adaptation: 20,00 millions d'USD

Don au titre de la coopération Sud-Sud et triangulaire: 0,250 million d'USD

État: 5,088 millions d'USD

Bénéficiaires: 1,50 million d'USD

Déficit de financement: 23,48 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions ordinaires est recommandé.

- ii) **Rwanda**: Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – Phase II (KIIWP2)

Le document contiendra une proposition de financement additionnelle en faveur de la République du Rwanda, destinée au Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – Phase II.

- iii) **Ouganda**: Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP)

Le document contiendra une proposition de financement additionnelle en faveur de la République de l'Ouganda, destinée au Projet national d'appui à la production d'huile de palme.

c. Afrique de l'Ouest et du Centre

- i) **Burkina Faso** – Opération de renforcement des infrastructures agricoles et de marché pour la souveraineté alimentaire (ORIAM SA)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 6 ans

Coût total du projet: 157,00 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA: 59,75 millions d'USD

Cofinanceurs:

État: 25,26 millions d'USD

Bénéficiaires: 4,00 millions d'USD

Déficit de financement: 68,02 millions d'USD

L'octroi d'un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles, assorties du calendrier d'amortissement prévu pour les petits États au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, est recommandé.

- ii) **République centrafricaine** – Programme d'appui à la promotion de l'agrobusiness résilient au changement climatique (PARCA)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du programme: 8 ans

Coût total du projet: 63,041 millions d'USD

Montant du don du FIDA: 20,047 millions d'USD

Cofinanceurs:

Fonds pour l'adaptation: 23,041 millions d'USD

Institutions de financement locales: 5,845 millions d'USD

État: 9,617 millions d'USD

Bénéficiaires: 4,491 millions d'USD

Pays admis à bénéficier d'une aide à des conditions particulièrement favorables et classé dans la catégorie des pays présentant un risque élevé de surendettement.

- ii. Proposition de don au secteur privé présentée au Conseil d'administration pour examen

- a. **Uzbek REMIT: débloquer les fonds et compétences au service des entrepreneurs ruraux**

Le document contiendra une proposition de don financé par l'Union européenne en faveur de Hamkorbank devant renforcer l'inclusion financière et l'autonomisation économique des bénéficiaires des envois de fonds et des migrants de retour au pays dans les zones rurales d'Ouzbékistan, dans le sillage de l'opération non souveraine du FIDA en cours dans le pays. Le projet prévoit l'utilisation à titre expérimental des dossiers d'envoi de fonds aux fins de la vérification des antécédents de crédit pour mettre en place des produits de crédit spécifiques, conjuguée à un effort accru de communication en milieu rural par des services de développement des entreprises et d'alphabétisation financière.

b) Opérations non souveraines dans le secteur privé [A]

- i. **AgDevCo Ventures: galvaniser les petites et moyennes entreprises à fort potentiel d'impact en Afrique de l'Est dès les premiers pas**

Le document présentera une proposition visant à financer une nouvelle opération non souveraine dans le secteur privé par un prêt à AgDevCo Ventures Limited. L'objectif du projet est d'améliorer les moyens d'existence des petits producteurs d'Afrique de l'Est. AgDevCo Ventures investira dans de jeunes petites et moyennes entreprises agricoles à fort potentiel d'impact en fournissant des capitaux patients et une assistance technique.

c) Questions institutionnelles [C]

- i. **Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2026**

Le document présente le plan de travail, approuvé par le Président, relatif aux activités d'audit interne et d'enquête au FIDA pour 2026, pour confirmation par le Conseil d'administration.

- ii. **Plan de travail du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026**

Le document présente le plan de travail, approuvé par le Président, du Bureau de la déontologie du FIDA pour 2026, pour confirmation par le Conseil d'administration.

d) Questions financières [A]

- i. **Examen annuel de l'Exposé de la politique de placement du FIDA**

Conformément à l'Exposé de la politique de placement du FIDA (EB 2011/104/R.43), l'examen annuel fait le point sur la mise en œuvre de cette politique. Comme l'a demandé le Comité d'audit à sa cent vingt-cinquième réunion, en novembre 2012, cet exposé est assorti, pour information, du Cadre de contrôle des placements du FIDA (EB 2025/146/R.12/Add.1). Comme l'a suggéré le Conseil d'administration pour faciliter l'examen, le document EB 2025/146/R.12/Add.2 récapitule les changements qu'il est proposé

d'apporter à l'Exposé de la politique de placement et au cadre de contrôle.

e) Gouvernance [A]

i. Établissement du Comité des émoluments

Par sa résolution 76/XVI, le Conseil des gouverneurs à sa seizième session a institué un comité chargé d'examiner la question générale des émoluments et autres conditions d'emploi du Président du FIDA en relation avec ceux d'autres chefs d'institutions des Nations Unies et d'institutions financières internationales. Le Comité des émoluments a ensuite été reconvoqué par le Conseil des gouverneurs en 2000, 2008, 2011, 2016 et 2020. Un projet de résolution visant à convoquer à nouveau le Comité sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration, pour renvoi au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session.

ii. Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration prévues en 2027

Le document contient les dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2027.

iii. Cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement

On trouvera dans le document une demande d'autorisation, au bénéfice du Président, aux fins de la négociation et la conclusion d'un accord-cadre de cofinancement parallèle entre le FIDA et le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement.

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – Une issue à la pauvreté: la ligne médiane entre envergure et profondeur de l'impact [E]

Au titre de ce point, la direction cherche à poursuivre le dialogue sur les impacts transformateurs obtenus grâce aux projets soutenus par le FIDA et à entamer un débat stratégique sur le juste équilibre entre périmètre d'action et profondeur de l'impact. Le document s'appuie sur des données probantes issues de 58 évaluations de l'impact menées dans les dix dernières années. Le débat portera sur la façon dont un maillage d'interventions très ciblées à fort impact, habilement combinées et échelonnées à l'échelle des filières, peut déclencher une transformation, à étayer par des liens solides entre les agriculteurs et le secteur privé. Le document souligne l'importance d'une résilience renforcée pour la pérennisation des impacts. Enfin, il examine l'intérêt d'une stratégie de portefeuille jouant sur plusieurs plans qui concilierait, dans certains cas, un objectif de transformation et, ailleurs, des interventions plus généralistes.

5. Questions institutionnelles

a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [A]

La Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité présente une approche intégrée de la transformation des systèmes agricoles et des économies rurales. Elle met en avant 10 domaines d'action pratiques, regroupés selon trois objectifs interconnectés, à l'appui de pratiques climato-résilientes et écologiquement viables et de l'utilisation durable de la biodiversité. Elle prévoit ainsi de mobiliser tout un éventail de mécanismes de financement et de renforcer la participation à l'élaboration des politiques et le développement des capacités. Par des approches qui tiennent compte des rapports profonds entre les enjeux relatifs au climat, à l'environnement et la

biodiversité, la stratégie tire parti des synergies et des retombées positives pour améliorer la résilience rurale tout en accompagnant les petits exploitants agricoles dans leur rôle de préservation des ressources naturelles et de l'agrobiodiversité. Ce cadre complet place le FIDA à la pointe d'une transformation rurale durable devant directement contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

b) **Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026 et perspectives budgétaires pour 2027-2028; budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFF, et le MARE et sur la mise en œuvre de la Politique du FIDA en matière de reclassement [A]**

Conformément à la section 6 de l'article 10 de l'Accord portant création du FIDA, le Président soumet au Conseil d'administration, pour approbation, le projet de programme de travail du FIDA pour 2026, accompagné du projet de budget pour 2026 et des perspectives budgétaires pour 2027-2028.

Conformément à la Politique de l'évaluation au FIDA, ce document présente aussi le budget-programme de travail pour 2026 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), accompagné de son plan de travail indicatif pour 2027-2028, que le Conseil d'administration est invité à examiner. Sur recommandation du Conseil d'administration, les budgets du FIDA et d'IOE seront soumis pour approbation finale au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session, en février 2026. Ce document et son additif présentent aussi les rapports de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFF), du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et de la Politique du FIDA en matière de reclassement, en vue de leur transmission au Conseil des gouverneurs pour information.

D'autre part, le document EB 2025/146/R.19, soumis à l'attention du Conseil d'administration, présente les conclusions de l'examen du programme de travail et des budgets réalisé par le Comité d'audit à sa cent soixante-dix-neuvième réunion. Les recommandations du Comité de l'évaluation relatives au budget-programme de travail d'IOE figurent dans le procès-verbal de la cent trente et unième session du Comité.

6. Questions opérationnelles [E]

a) **Programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP)**

i. Amérique latine et Caraïbes

a. République dominicaine

Comme l'ont demandé plusieurs membres du Conseil d'administration à la cent quarante-deuxième session, les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) qui concernent des pays ayant dépassé le seuil de revenu déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, ce qui est le cas de la République dominicaine, seront examinés en séance officielle par le Conseil d'administration. Conformément à la proposition soumise par le Conseil d'administration à sa cent huitième session, les COSOP pour lesquels une évaluation de la stratégie et du programme de pays est également présentée seront accompagnés d'un additif contenant une brève note d'IOE.

7. Comité de l'évaluation

a) **Document d'orientation sur le troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA [A]**

Le document comprend le document d'orientation et l'énoncé de mission relatifs au troisième examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA. Conformément à la Politique de l'évaluation de 2021, un examen externe de l'application de la politique est mené tous les sept ans. Comme pour les examens externes précédents, l'exercice sera mené sous la houlette du Groupe de coopération pour l'évaluation des banques multilatérales de développement, dont le FIDA est membre. En outre, comme par le passé, le périmètre de l'examen englobera à la fois la fonction d'évaluation indépendante et la fonction d'autoévaluation du FIDA. Cela est particulièrement important, car la Politique de l'évaluation de 2021 vise les deux fonctions, qu'elle entend rapprocher. La réponse d'IOE et de la direction du FIDA à ce document figure dans l'additif correspondant, également soumis à l'attention du Conseil.

b) **Évaluation de la stratégie et du programme de pays [E]**

i. Amérique latine et Caraïbes

a. République dominicaine

Le Conseil d'administration sera appelé à examiner l'évaluation de la stratégie et du programme de pays pour la République dominicaine.

8. Questions financières

a) **Ressources disponibles pour engagement pour 2026 [A]**

Le document présente des informations sur le niveau des ressources disponibles pour engagement à l'appui du programme de travail du FIDA pour 2026, sur la base du principe du flux de trésorerie durable.

b) **Initiative d'optimisation des fonds propres du FIDA**

i. **Document-synthèse sur l'optimisation des fonds propres [E]**

La direction entend présenter et expliquer dans les grandes lignes, dans un document-synthèse sur l'initiative d'optimisation des fonds propres, les modifications qu'il est proposé d'apporter à la politique d'adéquation des fonds propres et au cadre d'emprunt intégré, l'objectif étant d'aider les États membres à examiner ces textes, soumis au Conseil d'administration pour approbation.

ii. **Révision de la Politique d'adéquation des fonds propres [A]**

Le document présente, pour approbation par le Conseil, une proposition visant à intégrer les améliorations requises à la Politique d'adéquation des fonds propres. Cette politique, qui date de 2019, est l'un des principaux piliers de l'architecture financière du FIDA.

iii. **Mise à jour du Cadre d'emprunt intégré [A]**

Le Conseil d'administration sera invité à approuver les mises à jour qu'il est proposé d'apporter au Cadre d'emprunt intégré. Celles-ci visent à mettre en phase le cadre avec l'initiative d'optimisation des fonds propres, à améliorer la gestion des liquidités du FIDA et à assurer l'alignement sur les autres initiatives de l'Organisation. Le Conseil d'administration sera aussi invité à renvoyer le projet de résolution figurant à l'annexe II au Conseil des gouverneurs à sa quarante-neuvième session pour examen et adoption.

9. Questions de gouvernance

a) **Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA [A]**

Le document contiendra des informations sur l'élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA.

b) **Proposition de système de vote électronique en présentiel fermé au FIDA [A]**

Le Conseil des gouverneurs ayant recommandé au FIDA d'étudier les possibilités de mise à niveau du système de vote électronique, le document fournira des informations sur la mise au point d'un système de vote électronique plus efficace, fonctionnant en présentiel et en circuit fermé, et demandera au Conseil d'administration d'approuver une proposition de résolution à soumettre au Conseil des gouverneurs tendant à autoriser l'utilisation de ce système pour la nomination du Président.

c) **Rapport oral sur la visite de pays effectuée en 2025 par le Conseil d'administration du FIDA en République du Pérou [I]**

Le Conseil d'administration recevra des informations actualisées sur la récente visite en République du Pérou.